

« Des nations à l'Europe », « L'Europe au-delà des nations »
mais aussi « l'Europe contre les nations » .
Pour une approche dynamique et complexe de l'identification à l'Europe

Sophie Duchesne (CEVIPOF, CNRS/Sciences Po Paris)

Version avant travail de l'éditeur parue dans C.Franck et S.Boldrini eds, *Annales d'Etudes Européennes*, vol.8, 2005-06, p.137-152

Ce texte s'inscrit dans la lignée des travaux menés en commun avec André-Paul Frogner depuis bientôt une quinzaine d'années¹. Il se propose de revisiter l'aspect conceptuel de l'approche des attitudes des citoyens à l'égard de l'Union Européenne qui a été la nôtre. Je partirai de la constatation que, en l'espace d'une décennie, les travaux portant sur les relations entre les citoyens et le système politique nées de l'intégration européenne ont globalement troqué une approche par les attitudes et le soutien à une interrogation sur l'identité. Or il me semble que, sur le plan conceptuel, les conséquences de ce changement d'approche n'ont pas suffisamment été prises en compte par la science politique. Mon objectif sera en conséquence d'esquisser une définition de l'identification à l'Europe telle que la notion d'identité soit effectivement adaptée à l'objet qui est le sien, à savoir, la naissance d'une nouvelle communauté politique démocratique.

En guise de préambule, soulignons que le passage d'une analyse des attitudes à l'égard de l'intégration européenne à l'étude de l'identité européenne est d'abord et avant tout du aux tentatives pour s'adapter aux transformations de l'objet lui-même. L'ancienneté relative de l'Union Européenne, tout d'abord, est telle que l'Europe est peu à peu imposée comme un espace politique de fait, tout particulièrement pour les jeunes générations à qui elle est enseignée au même titre que l'espace national². De plus, on ne saurait nier que l'emprise de l'Union Européenne sur la vie quotidienne des citoyens de l'Union va croissant, que ce soit de façon si évidente par l'Euro, la monnaie unique, pour les pays qui l'ont adoptée ; par les voyages rendus faciles par l'effacement des frontières ; par la démultiplication des possibilités offertes aux étudiants d'aller étudier dans une université d'un autre pays de l'Union par exemple, voire aux travailleurs à trouver place ailleurs ; sans même parler du nombre croissant de règles et lois d'origine européenne dans les normes qui s'imposent aux citoyens, dont ceux-ci ont d'ailleurs

¹ DUCHESNE S. et FROGNIER A.-P., « Is there a European Identity ? » in NIEDERMAYER O. et SINNOTT R. (eds.), *Public Opinion and the International Governance (Beliefs in Government Series vol. 4)* Oxford: OUP, 1994 et DUCHESNE, S. et Frogner A.-P., "Sur les Dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe", *Revue Française de Science Politique*, 52/4, August : 355-373, 2002.

² Même si c'est selon des modalités différentes : voir SOYSAL Y., "Locating Europe", *European Society*, 4:3, 265-84, 2002 ; SCHISLER H., SOYSAL Y. N. eds., *The Nation, Europe, And The World : Textbooks And Curricula In Transition*, New York, Oxford : Berghahn books, 2005.

une perception très variable³. Enfin les institutions européennes elles-mêmes ont mis en place de façon volontariste des éléments de citoyenneté européenne⁴ qui, s'ils ne sont que partiellement utilisés par les citoyens, n'en produisent pas moins des effets, ne serait-ce qu'auprès des observateurs ou analystes de l'intégration européenne.

On pourrait vouloir démêler dans le passage de l'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe à celles de l'identité européenne ce qui relève de la transformation effective du phénomène étudié – en l'occurrence, de la transformation du rapport des citoyens à l'Union Européenne consécutive aux évolutions évoquées ci-dessus – et du glissement conceptuel. Mon propos ici sera plutôt de m'interroger sur le fait que les conséquences du changement de concept ont bien été pesées. Autrement dit : le passage d'une analyse d'attitudes à celle d'identités s'est-il bien accompagné d'un travail d'élaboration conceptuelle appropriée au phénomène étudié ?

De l'étude du soutien à l'intégration européenne à l'analyse de l'identité européenne

Rappelons rapidement quand et comment s'est fait ce passage de l'étude des attitudes à l'égard de l'Europe à celles de l'identité européenne. La césure s'est produite dans la première moitié des années 90, avec la ratification du Traité de Maastricht ou plus précisément, après le débat public qui a accompagné le processus de ratification.

Avant cela, l'analyse des relations que les citoyens des pays européens entretenaient avec le système politique né de l'intégration portait essentiellement sur la nature du soutien à l'intégration européenne⁵. Les indicateurs utilisés permettaient classiquement de distinguer entre les composantes du système politique européen et, notamment pour l'élément « communauté », entre dimensions cognitive, utilitariste et affective⁶. Pendant

³ Partie de cette réflexion est liée à une enquête en cours sur la politisation des discussions, menée en France, Belgique francophone et Royaume-Uni, avec Florence Haegel, Elizabeth Frazer et André-Paul Frogner (ainsi que Virginie Van Ingelgom, Guillaume Garcia et Linda Pialek), sur le thème de l'Europe. Au moment d'écrire ce texte, les *focus groups* sont en cours de réalisation dans les trois pays et les données sont loin d'être analysées. Ce texte ne présente donc rien des premiers résultats, mais il s'inspire des heures et des heures de discussion sur le sujet de l'Europe auxquelles j'ai été amenée à assister ces derniers mois.

⁴ STRUDEL S., « Polyrythmie européenne : le droit de suffrage municipal au sein de l'Union, une règle électorale entre détournements et retardements », *RFSP* 53/1, 2003 et STRUDEL S. « Citoyenneté européenne » in PERRINEAU P et REYNIE D., *Dictionnaire du vote*, PUF, 2001, p.194.

⁵ A titre d'exemples de travaux de cette période, outre le volume 4 de la série *Beliefs in Government* consacré à l'intégration européenne (NIEDERMAYER O. et SINNOTT R. (eds.), *Public Opinion and the International Governance (Beliefs in Government Series vol. 4)* Oxford: OUP, 1994, citons quelques articles aux titres caractéristiques : JANSSEN J. I. H., « Postmaterialism, Cognitive Mobilization and Public Support for European Integration » in *British Journal of Political Science*, Vol. 21, N.4, oct. 91, p.443-468 ; EICHENBERG R. C., DALTON R. J., « Europeans and the European Community : The Dynamics of Public Support for European Integration » in *European Organization* vol 47/4, Autumn 1993, pp. 507-534 ; FRANKLIN M., MARSH M., McLAREN L., « Uncorking the Bottle : Popular opposition to European Unification in the Wake of Maastricht », *Journal of Common Market Studies*, vol. 32/4, Dec. 1994, pp.455-472 ; BRECHON P., CAUTRES B., DENNI B., « L'Evolution des attitudes à l'égard de l'Europe » in PERRINEAU P., YSMAL C. dir., *Le vote des Douze : Les élections européennes de juin 1994*, Paris : Presses de Sciences Po 1995, pp.153-180.

⁶ NIEDERMAYER, O. et WESTLE B., "A typology of Orientations" in NIEDERMAYER O. et SINNOTT R., (eds.), *Public Opinion and the International Governance (Beliefs in Government Series vol. 4)*. Oxford: OUP, 1995

longtemps, c'est la thèse de l'absence d'attitude effective des masses qui a prévalu : le grand public semblait peu conscient des enjeux du processus d'intégration qui s'apparentait pour lui à de la politique extérieure, et cette absence d'intérêt contrastait fort avec l'engagement très favorable des élites. Cette situation a été heureusement dénommée par Lindberg et Scheingold le « consensus permissif »⁷. Le premier texte écrit avec A.-P.Frogner s'inscrit dans ce contexte ; c'est pourquoi nous abordions alors la question de l'identité européenne sur un mode interrogatif⁸.

Les choses changent à partir du milieu des années 90, à l'occasion notamment de la ratification du Traité de Maastricht, mais essentiellement du fait des conséquences sur les relations entre l'Europe et ses citoyens induites tant par les dispositions institutionnelles en matière de citoyenneté européenne que par l'inscription dans la durée du système politique européen. Données à l'appui, la thèse selon laquelle le rapport des Européens à la Communauté prendrait peu à peu de la substance se répand. Ce faisant, il tendrait à concurrencer le rapport que ces mêmes citoyens entretiennent avec leurs communautés politiques d'origines, leurs nations. L'essentiel des textes défendant cette position paraissent dans la deuxième moitié des années 90, avec une sorte « d'effet retard » de la problématique sur le phénomène observé, dû à la fois aux délais de mise à disposition des données et de publication⁹.

A partir de ce moment, deux courants de travaux coexistent dans le domaine des études européennes. Ceux qui poursuivent des analyses en terme de soutien à l'intégration européenne, notamment parce qu'ils portent une attention plus particulière aux logiques utilitaristes qui fondent les attitudes positives et négatives à l'égard de l'Europe comme Matthew Gabel¹⁰, Gary Marks¹¹ ou Lauren McLaren¹² ; et ceux qui suivent la piste d'un développement possible de la dimension affective des attitudes à l'égard de l'Europe et

⁷ LINDBERG L. et SCHEINGOLD S., *Europe's Would be Polity. Patterns of Change in the European Community*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1970. Voir aussi, en français, le texte d'Annick PERCHERON : « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? Note de recherche », *RFSP* 41/3, 382-406, 1991.

⁸ DUCHESNE S. et FROGNIER A-P, « Is there a European identity ? » op.cit.

⁹ Voir par exemple, avec un accent plus particulier sur les publications françaises : MAYER N. "Le sentiment national en France", in P. Birnbaum. *Sociologie des nationalismes*. Paris : PUF, pp. 273-94, 1997 ; DARGENT C. "Citoyenneté Européenne. La concurrence des identités sociales et territoriales" in CAUTRÈS B et REYNIÉ D. *L'opinion Européenne*, Paris, Presses de Sciences Po 2000 ; DUPOIRIER E., "The Development Of National, Subnational And European Identities In European Countries", *Cahiers Européens de Sciences Po* n°4 2000 ; mais aussi BLONDEL, J., SINOTT R. and SVENSSON P. *People and Parliament in the European Union. Participation, Democracy and Legitimacy*. Oxford: Clarendon University Press, 1998.

¹⁰ Voir par exemple GABEL M., "Public Support for European Integration : An Empirical Test of Five Theories" in *The Journal of Politics*, vol. 60/2, May 1998, pp.333-354.

¹¹ HOOGHE, L and MARKS G., "Does Identity or Economic Rationality Drive Public Opinion on European Integration?" in *PS: Political science and Politics* 37:3 (July), 2004, pp.415-420.

¹² McLAREN L., « Opposition to European Integration and Fear of Loss of National Identity : Debunking a Basic Assumption Regarding Hostility to the Integration Project » in *European Journal of Political Research* 43, 2004, pp. 895-911.

se tournent alors vers une analyse en terme de changement identitaire¹³.

Faiblesses de l'adaptation conceptuelle de la notion d'identité appliquée à l'Europe

En termes empiriques, le passage à la notion d'identité européenne s'est accompagné d'une nette évolution des indicateurs utilisés. La question dite « Moreno » - vous sentez-vous seulement (national), (national) et Européen, Européen et (national), Européen seulement – est devenue à partir de 1992 une question standard des enquêtes Eurobaromètres, en remplacement d'une question portant sur le développement complémentaire à l'appartenance nationale du sentiment d'être citoyen de l'Europe. Elle a ensuite supplanté, dans le deuxième type d'analyses¹⁴, les questions jusque là habituelles sur la réaction qu'aurait l'enquêté s'il apprenait demain que la Communauté Européenne a été dissoute, l'évaluation positive ou négative qu'il fait de l'appartenance de son pays à l'UE ou encore ce qu'il pense du rythme trop rapide ou non de l'intégration européenne. Du fait du caractère présumé complexe de la notion d'identité et surtout, de la complexité des relations entre les indicateurs disponibles en matière d'identité, les fameuses données Eurobaromètre ont été largement critiquées. Différentes initiatives ont vu le jour, comme la remise à l'ordre du jour de la Q méthodologique de la part de Robyn et son équipe¹⁵, l'expérimentation de questions alternatives¹⁶ ou encore, le recours à l'entretien qualitatif¹⁷ et le focus group¹⁸. Sur le plan conceptuel, ce déplacement de l'interrogation a également donné lieu à des réflexions mais dont le résultat est à mon sens moins convaincant. Il faut dire que la requalification des attitudes à l'égard de l'Europe en terme d'identité n'est pas seulement le fruit de l'approfondissement des analyses du rapport de concurrence possible avec l'identité nationale. Elle s'est produite sous l'influence de la psychologie sociale sur les études européennes¹⁹. Cette intervention de la psychologie sociale dans un domaine d'étude jusqu'ici surtout travaillé par la sociologie politique, notamment quantitative, est des plus légitimes : la notion d'identité, et tout particulièrement d'identité collective, a très largement été développée par la psychologie sociale. Mais cela n'est

¹³ Certains travaux se trouvent à l'interface de ces deux approches comme le livre de Juan Diez Medrano qui titre sur une analyse d'attitudes mais conclut sur des questions d'identité : « Les résultats de cette enquête nous aident à mieux comprendre comment sont construites les identités collectives et quel est l'impact de ces identités et d'autres facteurs sur la loyauté aux unités territoriales politico-administratives. », DIEZ MEDRANO J., *Framing Europe: Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton University Press, 2003 (p.257)

¹⁴ Les analyses en terme de soutien ne manquent pas elles aussi de réflexions méthodologiques. Voir EICHENBERG R.C., « Measurement Matters: Cumulation in the Study of Citizen Support for European Integration », Research Note July 1999 (available on R. Eichenberg's web page).

¹⁵ ROBYN R. ed., *The Changing Face of European Identity*, London and New York, Routledge, 2005

¹⁶ BRUTER M., *Citizens Of Europe? The Emergence of a Mass European Identity*, Palgrave/McMillian, 2005. Voir plus particulièrement le chapitre 5, "Who Feels European? Measurement of European Identity and Differences across Individuals" pp.101-122

¹⁷ DIEZ MEDRANO J., *Framing Europe*, op.cit.

¹⁸ BRUTER M., *Citizens Of Europe? Cette fois-ci, le chapitre 8, "On What it Means to 'Be European': Making Citizens Talk about 'Europe' and 'Europeaness', pp.150-165.*

¹⁹ Ici le livre pionnier fut certainement BREAKWELL G.M., LYONS E. *Changing European Identities: Social Psychological Analysis of Change*, Oxford: Butterworth-Heinemann, 1996.

pas sans conséquences pour ce qui nous intéresse, à savoir une possible et relative inadéquation conceptuelle de l'usage actuel de la notion d'identité européenne. En effet, la notion d'identité a été théorisée par la psychologie sociale²⁰ à propos de groupes, et tout particulièrement les groupes ethniques²¹, lesquels sont de fait sensiblement différents du type de groupe qui nous intéresse ici, à savoir : une communauté politique démocratique.

Pour illustrer ce possible retard conceptuel des analyses que la sociologie politique fait de l'identité européenne, regardons rapidement comment la construisent les deux derniers ouvrages (à ma connaissance) parus sur la question.

En premier lieu, le livre collectif édité par Richard Herrmann, Thomas Risse et Marilyn Brewer, *Transnational identities*²², est clairement inscrit dans une perspective de psychologie sociale. Herrmann et Brewer posent dans le chapitre introductif la spécificité des identités politiques par rapport aux identités sociales en référence au nationalisme, c'est-à-dire à un « un mouvement qui a trois caractéristiques (1) des gens qui s'identifient profondément à leur communauté et qui (2) pensent que leur communauté devrait disposer d'un Etat souverain et (3) qui sont prêts à faire des sacrifices, voire à risquer leur vie pour parvenir à cette indépendance » (p.7). Quelques paragraphes plus loin, ils passent en revue les différentes configurations d'identités possibles, et là ils abandonnent la spécificité des identités liées à la formation des communautés politiques et traitent des identités territoriales Européennes, nationales ou locales en même temps que les identités sociales, professionnelles, voire familiales. Les chapitres suivants, consacrés donc d'abord à la théorie du changement identitaire et à la définition de l'identité Européenne, sont écrits dans une perspective de psychologie sociale qui met la question des frontières subjectives du groupe au cœur de l'analyse, comme le prouve à la fois l'appartenance universitaire de leurs auteurs (Glynis Breakwell et Emanuele Castano) et l'intitulée de la partie : « The Social Psychology of Identity Change ». Ce cadrage théorique marque fortement l'ensemble des chapitres du livre, y compris ceux écrits par des auteurs venus de la science politique comme Jack Citrin et John Sides. Dans leur (au demeurant très intéressant) chapitre²³ sur les relations entre identités nationales et Européenne, ils partent de la définition suivante : « Conceptions du 'nous' et du 'eux' en Europe. Les identités Européennes et nationales sont des identités sociales. Elles renvoient à une dimension de la conception de soi des individus partagée par certains mais pas par tous (voir Hermann et Brewer dans cet ouvrage). Une identité sociale prend son origine dans l'acte d'auto-catégorisation de l'individu ; à la question 'qui suis-je ?' il répond en désignant un sous-groupe de personnes tel qu'il puisse dire 'je suis comme eux' » (p.165). Ici, rien ne distingue plus l'identité territoriale d'une autre

²⁰ Un des auteurs « incontournables » sur le sujet est bien sûr Henri Tajfel : voir par exemple TAJFEL, H. ed. *Social Identity and Intergroup Relations*, Cambridge University Press and Maison des Sciences de l'Homme, 1982

²¹ Et ici, ce sont les travaux de Frederic Barth auxquels tout le monde se réfère. Voir notamment : BARTH, F. ed. *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*. Oslo: Universitetsforlaget, 1969.

²² HERRMANN R. K., RISSE T. and BREWER M. B., *Transnational Identities. Becoming European in The EU*, Oxford, Rowman & Littlefield publishers, 2004, p. 23. Les traductions des extraits d'ouvrages en anglais sont de mon fait.

²³ CITRIN, J. and SIDES, J. "More than Nationals: How Identity Choices Matters in the New Europe" in HERRMANN R. K., RISSE T. and BREWER M., *Transnational Identities*, op.cit., pp. 161-185.

identité de groupe.

Le deuxième exemple est celui de *Citizens of Europe*, le livre de Michael Bruter, qui a d'ailleurs contribué au volume précédent et s'y réfère souvent²⁴. Dans ce livre, dans lequel la partie théorique est loin d'être la plus convaincante, Bruter semble d'abord distinguer différentes catégories d'identités dont les identités politiques. Il le fait en posant que les identités politiques sont, contrairement aux identités sociales, des appartenances qui génèrent de forts sentiments affectifs (p.10) – position étonnante puisque les appartenances de classe, de groupe ethnique ou religieux donnent évidemment naissance, elles aussi, à de forts sentiments d'appartenance liés à d'intenses émotions partagées. Il introduit également une spécificité des identités nationales et par extension, européenne, en reprenant la fameuse distinction entre les composantes soit disant civique et culturelle de l'identité (p.11), laquelle a déjà fait l'objet de très nombreuses critiques²⁵. De plus, quand il en vient à poser le cadre conceptuel d'ensemble, il raisonne en mêlant à égalité identités personnelles, sociales et politiques (p.18).

De fait, l'analyse des données empiriques et notamment celles des Eurobaromètres, montre que les relations entre les indicateurs d'attachement des citoyens à l'Europe et ceux d'attachement à la nation sont complexes. Pour autant, aujourd'hui, par comparaison avec le milieu des années 90 donc, la plupart des auteurs – à l'exception de Sean Carey²⁶ - développent la thèse d'une relation partiellement cumulative des identités nationales et européenne. Les modèles proposés pour rendre compte de cette tendance au cumul des identités nationales et Européenne sont de natures diverses. Certains portent sur les modalités d'interaction entre les différents niveaux – comme dans le cas des identités emboîtées (*nested identities*) pour Juan Diez Medrano²⁷ ou du gâteau marbré (*marble cake*) de Thomas Risse²⁸. D'autres tendent à rendre compte de ce cumul des identités par leur multidimensionalité : ainsi Joachim Schild distingue la dimension principalement évaluative de l'identité européenne par contraste avec la

²⁴ BRUTER, M. *Citizens of Europe?: The Emergence of a Mass European Identity*. Palgrave-MacMillan, 2005

²⁵ Cette opposition civique/culturelle est souvent aussi qualifiée de civique et civile, voire de civique et d'ethnique. Pour une réflexion critique sur ces catégories voir le texte de celui qui a pourtant largement contribué à les populariser : BRUBAKER, R., "The Manichean Myth: Rethinking the Distinction between 'Civic' and 'Ethnic' Nationalism" in *Nation and National Identity: The European Experience in Perspective*, KRIESI H.-D. et alii eds., Zurich, Rueger, 1999; ou des critiques fondées empiriquement comme Diez Medrano, Juan. « Nation, Citizenship and Immigration in Contemporary Spain », *IJMS: International Journal on Multicultural Societies*. 2005, vol. 7, no.2, pp. 133-156 ou DUCHESNE S., HEATH A., « Patterns of Identity: An Empirical Comparison of French and British National Identity » paper for the Workshop *National Identity and Euroscepticism* Oxford, May 2005, disponible en ligne à http://erg.politics.ox.ac.uk/materials/national_identity/Duchesne-Heath_Paper.pdf.

²⁶ CAREY, S. « « Undivided Loyalties: Is national Identity an Obstacle to European Integration? », *European Union Politics*, 3(4), 2002, pp.387-413..

²⁷ MEDRANO J. D., GUTIERREZ P., "Nested Identities: national and European Identities in Spain", *Ethnic and Racial Studies*, vol.24(5), 2001, pp. 753-778, qui reprend un terme introduit par HERB, G.H. et KAPLAN, D. H. *Nested Identities: Nationalism, Territory and Scale*. New York: Rowman & Littlefield Publ., 1999.

²⁸ RISSE T., "The Euro between national and European identity", *Journal of European Public Policy*, vol. 10(3), August 2003, pp.487-505.

dimension d'abord affective de l'identité nationale²⁹ ; Michael Bruter on l'a vu distinguer les dimensions civique et culturelle³⁰ de l'identité nationale et européenne; et André-Paul Frogner et moi-même défendons depuis longtemps la nécessaire distinction entre les dimensions sociologiques et politiques de l'identité territoriale³¹. Tous, à mon sens³², adoptent un point de vue trop analytique et ne vont pas assez loin dans la construction théorique de la notion d'identité européenne ou plus largement, d'identité politique territoriale³³ en Europe.

Pour une approche dynamique et complexe de la notion d'identification à l'Europe

Il me semble qu'une réflexion solide sur le concept d'identité européenne ne peut pas faire l'économie des points suivants.

Tout d'abord, l'identité que l'on essaie de percer à jour est une identité politique et démocratique au sens moderne. La façon dont la psychologie sociale a conçu l'identité, à savoir très largement autour du rapport eux/nous ('*in-group/out-group*') ne suffit pas à rendre compte du rapport spécifique qui tend à s'établir entre les membres de ces groupes très particuliers qui nous intéressent ici, à savoir: des groupes dont l'existence est structurée sur la capacité à se gouverner et à agir ensemble. De plus, dans le cas de l'Europe aujourd'hui, cette identité est en développement. Elle se produit dans le contexte de sociétés post-industrielles d'une part, c'est à dire à la fois individualistes et inscrites dans un processus d'intégration croissante de l'humanité; des sociétés, d'autre part, dans lesquelles préexiste une identité forte, l'identité nationale. C'est pourquoi il faut penser fermement le développement de l'identité européenne dans son rapport avec les identités nationales qui lui préexistent, et ne pas faire « comme si » l'identité européenne pouvait se développer indépendamment d'elles, ou comme si les nations n'étaient qu'un groupe parmi les autres groupes d'appartenance des citoyens de l'Union qui participent à la construction des identités individuelles. Il faut aussi penser l'identité européenne comme quelque chose en construction, comme *work in progress*, et donc préférer aux constructions analytiques qui scrutent dans le rapport des citoyens à l'UE la présence ou l'absence de différents éléments, une configuration dynamique mêlant les différents processus à l'oeuvre dans la transformation de ce rapport. Enfin il faut penser l'identité européenne dans le contexte plus général de la croissance de l'individualisme et de l'affaiblissement des solidarités liées aux appartenances sociales traditionnelles.

²⁹ SCHILD, J. « National versus European Identities ? French and German in the European Multi-Level System », *Journal of Common Market Studies*, 39/2, June 2001, pp. 331-351

³⁰ BRUTER M., « Civic and Cultural Components of European Identity : a Pilot Model of Measurement of Citizen's Levels of European Identity » in *Transnational Identities*, op.cit., pp.186-213.

³¹ En plus des travaux déjà cités, voir DUCHESNE S., « A propos des identifications nationale et européenne : retour sur le caractère politique de leur antagonisme » in BEAUD O. et alii (eds). *L'Europe en voie de constitution*. Bruxelles : Éditions Bruylant, 2004, pp. 682-698.

³² Et donc nous y compris. D'ailleurs ce point de vue m'a été suggéré par une remarque de Jean Leca au colloque organisé par la revue *Politique Européenne* : « Les études européennes en France : perspectives et développements » à Paris en octobre 2005.

³³ Pour une première série de remarques sur la spécificité de l'identité territoriale, voir FROGNIER A.-P., « Les identités politiques territoriales » in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.5(2), p.11-19.

Comment construire, sur ces prémisses, un concept opérationnel pour l'analyse des données d'enquête sur le rapport des Européens à leur Union?

Il faut commencer par renoncer au terme même d'identité européenne. Je l'ai repris jusqu'ici puisque c'est ce qui s'écrit dans les travaux universitaires et que la plupart des auteurs du domaine utilisent ce terme. Mais il me semble que c'est une erreur. Non pas tellement parce que la notion d'identité est extrêmement polysémique et tend, comme l'ont bien montré Brubaker et Cooper, à être utilisée dans des acceptions contradictoires, qui mêlent de façon le plus souvent non maîtrisée essentialisme et constructivisme³⁴. Comme Charles Tilly, je considère qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, bien au contraire³⁵. Sur le plan collectif, l'identité est une notion indispensable à la compréhension des sociétés démocratiques modernes, elle est un enjeu central des luttes sociales et politiques. De fait, l'identité européenne est aujourd'hui un enjeu important, pour les institutions européennes et plus largement, pour les élites européennes, comme en témoigne la vigueur des débats suscités en France par le récent référendum de ratification du Traité établissant une constitution pour l'Europe. Utiliser la notion d'identité européenne sans l'interroger constitue une prise de position implicite dans ce débat³⁶. Or ce n'est pas nécessaire. La question qui nous préoccupe ici porte sur l'aspect individuel de l'identité³⁷; et pour cela, nous disposons d'une notion plus précise et qui véhicule moins d'implicites, la notion d'identification. L'identification désigne tout simplement le processus par lequel un acteur social assume subjectivement, même passivement, une appartenance objective à un groupe social quel qu'il soit. Et c'est bien ce qu'on cherche à mesurer ici: dans quelle mesure, au-delà de simples opinions, favorables ou non, au système politique qui se met en place au niveau européen, les citoyens de l'Union en viennent-ils à développer à l'égard de la communauté politique dessinée par ces institutions un sentiment d'appartenance, plus profond, plus affectif et plus durable? La notion d'identification a de plus l'avantage, par rapport à celle d'identité, de renvoyer clairement à un processus et non à un état. Ensuite, il me semble qu'il faut concevoir cette identification à l'Europe à partir de l'identification à la nation³⁸, non pas comme une simple reproduction à échelle élargie, mais comme la résultante d'un processus complexe, comme la combinaison de processus multiples aux effets parfois contradictoires. Je suggérerai ici de façon très schématique trois processus mis en évidence par de grands auteurs (en l'occurrence Norbert Elias, Ronald Inghart et Benedict Anderson), qui conduisent à élaborer des

³⁴ BRUBAKER R., COOPER F. "Beyond 'Identity'", *Theory and Society*, 29, 2000, pp.1-47.

³⁵ TILLY, C. "Political Identities in Changing Polities" in *Social Research*, 70:2, Summer 2003

³⁶ On pourrait dire la même chose de l'identité nationale, sinon que la notion renvoie à une forme de réalité - un attachement vécu comme quasi « naturel » par la très grande majorité des citoyens de chaque pays - tandis qu'ici, on est encore très largement dans l'artefact.

³⁷ Je pense personnellement qu'il y a un réel intérêt à essayer de reconceptualiser l'identité individuelle, mais il s'agit d'une chose complexe qui dépasse largement ce qui est en jeu ici. cf. DUCHESNE S., « L'identité politique » Intervention au séminaire du CRAPUL *Identifier - s'identifier: Faire avec/faire contre*, Lausanne, 17/16/2005.

³⁸ Je suis complètement d'accord avec Juan Diez Medrano lorsqu'il écrit: « Malheureusement, la littérature a été tellement aveuglée par la singularité du processus d'intégration européenne qu'elle a totalement oublié ses similarités avec la formation des Etats et dès lors n'a pas su tirer parti des contributions théoriques et analytiques des travaux sur le nationalisme » in *Framing Europe*, op.cit., p.257

hypothèses différentes quant à la façon dont l'identification des citoyens à leur nation ouvre la voie, se transforme ou au contraire freine l'identification à l'Europe. Loin s'escompter que les données permettront de trancher empiriquement entre ces différentes hypothèses, je sais qu'elles montreront au contraire que toutes les trois participent au développement de l'identification à l'Europe.

Trois processus contradictoires à l'oeuvre derrière l'identification à l'Europe

Le premier processus est celui que Norbert Elias a mis en évidence dans son oeuvre et notamment, dans la *Société des Individus*³⁹, à savoir, les effets au niveau individuel du processus croissant d'intégration de l'humanité. Elias montre comment le processus de formation du « nous », qui est principe de la solidarité et de la cohésion politique et sociale, est directement lié à l'existence d'unités de survie, autrement dit, de structures dispensatrices des moyens de protection matériel et réglementaires des individus. L'intégration croissante de l'humanité repousse sans cesse ces unités de survie à des échelles plus éloignées de l'individu et ce faisant, contribue à la construction de « nous » de moins en moins forts. Mais il n'en demeure pas moins que chacun de ces niveaux constitue, même sous une forme affaiblie, la source de construction des catégories d'appartenance, et contribue à freiner le déséquilibre croissant entre le « nous » et le « je » qui caractérise les sociétés modernes⁴⁰. Dans cette perspective, l'Europe apparaît comme un échelon de préservation de solidarité et de cohésion face à la mondialisation. Elle vient renforcer à moyen terme et relayer à long terme la matrice de socialisation au « nous » qu'est la nation et contribue à freiner ou limiter la croissance de l'individualisme.

Si donc on considère l'Union Européenne est bien l'étape suivante dans le processus Elíasien d'intégration de l'humanité, elle serait destinée à prendre le relai des nations comme unités de survie - c'est ainsi qu'on peut d'ailleurs déjà interpréter le rôle croissant de l'UE dans la protection des droits de l'homme par exemple⁴¹. Les attitudes à l'égard de l'intégration européenne seraient alors effectivement en passe de se transformer en identification à la communauté politique définie par l'UE. A moyen terme, on devrait observer une tendance au cumul des identifications à l'Europe et à la nation, l'identification à la nation jouant en quelques sortes le rôle de matrice, de lieu et forme d'apprentissage du *nous* et de l'identification à l'Europe. En termes empiriques, cela signifie que l'on devrait observer, présentement, une tendance à la corrélation positive entre les indicateurs d'identification à l'Europe et à la nation.

Le second processus qui me semble devoir être pris en considération dans le développement de l'identification à l'Europe est celui que Ronald Inghart a désigné par l'expression: « mobilisation cognitive ». Dès 1970, Inghart a pronostiqué la thèse du

³⁹ ELIAS N., *La Société des individus*, Paris, Fayard, 1991

⁴⁰ Les causes de l'individualisme croissant des sociétés modernes sont multiples et la littérature sur le sujet trop vaste pour être réglée en une note.

⁴¹ Dans l'enquête en cours par *focus groups* évoquée plus haut, il est frappant de voir que la Cour Européenne des Droits de l'Homme est pratiquement la seule institution sinon légitime, du moins reconnues par des citoyens dont beaucoup ne savent pas que le Royaume Uni fait partie de l'Union Européenne.

cumul sur une base différente de celle d'Elias, et de façon complémentaire⁴². Il a montré comment les données empiriques permettaient de soutenir l'hypothèse que la nation est déjà, en soi, le résultat d'un processus de projection de l'individu sur des solidarités lointaines et abstraites, construites au détriment des solidarités locales et personnelles. Et il a suggéré que l'Europe trouverait sa place dans les représentations individuelles dans la poursuite de ce processus.

La thèse de la mobilisation cognitive conduit à poser deux hypothèses complémentaires à la précédente. D'une part, elle suggère que contrairement aux discours des promoteurs de l'Europe des régions, ou aux commentaires qui suggèrent que décentralisation et européanisation travaillent ensemble à éroder les nations, le développement des identifications à l'Europe se fait d'abord contre les identifications locales et non pas contre les identifications nationales. Elle suggère également que cette étape supplémentaire de mobilisation cognitive, parce qu'elle introduit un degré supplémentaire d'abstraction dans les attachements des citoyens, s'accompagne d'une certaine mutation/transformation de la nature du lien entre les citoyens et la communauté politique. Cette hypothèse rencontre les questions et intérêts de ceux qui observent l'Europe comme un système politique d'un genre nouveau, capable de susciter d'autres formes d'attachement de la part des citoyens que les sentiments exclusifs qui caractérisent le nationalisme⁴³. Sur le plan empirique, la mobilisation cognitive devrait alors avoir les effets suivants: les indicateurs d'identification à l'Europe devraient entretenir des relations statistiques tendanciellement antagonistes avec les indicateurs d'attachement locaux. Tandis qu'avec les indicateurs d'attachement aux nations, les relations statistiques pourraient tendre à être insignifiantes, du fait de la mutation qui caractériserait alors le rapport à l'Europe par comparaison avec ce que sont les attachements nationaux.

Dernier processus qu'il me semble devoir mettre au coeur d'un concept dynamique d'identification à l'Europe: celui d'imaginaire Européen - par analogie avec l'imaginaire national analysé par Benedict Anderson⁴⁴. La formule « la nation comme communauté imaginée » est devenu un incontournable de toute réflexion sur l'identité nationale, mais elle n'est que partiellement exacte puisqu'il lui manque les deux caractéristiques qui, justement, sont celles de la nation: être imaginée de façon limitée et souveraine. Si la notion de limitation permet bien de faire le lien avec les travaux de psychologie sociale qui traitent de l'identité à travers la notion de frontières, la souveraineté elle nous renvoie à la dimension proprement politique de la nation et de l'Europe. En tant que communautés politiques aspirant à la souveraineté, celles-ci doivent affronter un rapport de concurrence quasi naturel que la notion complexe de subsidiarité est loin de pouvoir

⁴² INGLEHART, R. "Cognitive Mobilization and European Identity", *Comparative Politics*, 3(1), October 1970, pp.45-70

⁴³ Je pense par exemple aux travaux de Paul Magette (MAGNETTE P. *Contrôler l'Europe. Pouvoir et Responsabilité dans l'Union Européenne*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2003), Kalypso Nicolaidis par exemple (NICOLAIDIS. K., «We, the Peoples of Europe...» *Foreign Affairs*, November/December 2004, pp.97-110) ou Jean-Marc Ferry (FERRY, J.-M. "L'Etat Européen" in Riva Kastoryano (ed.). *Quelle Identité pour l'Europe ? Le Multiculturalisme à l'Epreuve*. Paris : Presses de Sciences Po. 1998)

⁴⁴ Puisque c'est ainsi qu'à été traduit tardivement *Imagined Communities*, paru en 1983: ANDERSON B., *L'imaginaire national. Reflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte 1996

neutraliser⁴⁵. Si Anderson a raison, et si la nature de l'identification nationale est bien d'être imaginée de façon limitée et souveraine, dans la mesure où l'UE se présente de plus en plus comme une communauté politique de même nature (développement de la citoyenneté, emprise grandissante sur la capacité d'agir des gouvernements nationaux...), alors les relations entre identifications nationale et européenne ont toutes chance d'être concurrentielles. En termes empiriques, il faudra s'attendre à observer une relation statistique négative entre les indicateurs d'identification à l'Europe et ceux d'attachement à la nation.

Ces trois processus suggèrent donc des relations statistiques différentes entre les indicateurs d'attachement à l'Europe et à la nation. Il peut sembler paradoxal de construire un concept qui ne permette pas de rendre compte simplement de ce qu'on observe dans les données. Et pourtant, c'est le cas. L'analyse des données d'enquêtes sur les attitudes des citoyens à l'égard de l'Union Européenne depuis une quinzaine d'année donnent les résultats suivants⁴⁶: les indicateurs entre attachement national, européen (et local) sont effectivement toujours en relations statistiques fortes depuis le milieu des années 90, mais que ces relations statistiques peuvent changer radicalement de sens suivant les indicateurs utilisés et elles peuvent, avec les mêmes indicateurs, changer de sens suivant les contextes. Il me semble que la seule façon de rendre compte de la variabilité d'une relation pourtant visiblement très significative, si l'on ne veut pas se contenter de réfuter l'approche quantitative d'un phénomène aussi subtile et complexe que l'identification à une communauté politique naissante, est d'inscrire au cœur du concept la pluralité des processus à l'œuvre dans l'identification à l'Europe et leur possible contradiction.

*Conclusion: « Des nations à l'Europe », « L'Europe au-delà des nations »
« l'Europe contre les nations », et si tout cela est vrai?*

Ce texte part du constat que la transformation de l'Union européenne ces quinze dernières années a conduit partie des analystes du rapport des citoyens à l'Europe à importer la notion d'identité développée par la psychologie sociale sans procéder au travail d'adaptation conceptuel qui s'impose. Pour ma part, je propose d'utiliser la notion d'identification à l'Europe de préférence à celle d'identité européenne, et de la construire comme la résultante de différents processus en cours, qui tous partent de l'identification à la nation. Je suggère de prendre en considération l'analyse que fait Norbert Elias du processus croissant d'intégration de l'humanité, celle de la mobilisation cognitive d'Inglehart et l'imaginaire national - voire Européen - d'Anderson. Ces trois processus, par hypothèse, suggèrent chacun des relations de nature différente entre identification à l'Europe et à la nation. Cette variabilité des résultats à attendre est de fait conforme à ce qu'on observe, c'est à dire une relation forte entre les indicateurs d'attachement à

⁴⁵ Dans l'enquête par *focus groups*, on voit que même parmi ceux qui sont déjà habitués à vivre avec une communauté nationale complexe et ont une longue expérience de la répartition des pouvoirs entre niveaux territoriaux, c'est-à-dire les citoyens Belges, une partie seulement, du côté des élites, accepte la subsidiarité comme principe politique légitime.

⁴⁶ DUCHESNE S., FROGNIER A., « National and European Identifications: a Dual Relationship », under review, disponible à http://erg.politics.ox.ac.uk/materials/D-F_Publication-National-European_Identifications.pdf

l'Europe et aux nations, et pourtant variable dans le temps et en fonction des indicateurs disponibles. En conclusion, il faut donc privilégier pour analyser les relations entre les citoyens et l'Europe, les outils d'analyse qui peuvent mesurer la complexité, comme les analyses typologiques et les analyses factorielles ou de correspondance, et éviter d'utiliser des outils comme l'analyse de régression, qui supposent l'unidimensionalité du phénomène étudié. Ou bien il faut délaissier pour un temps les analyses quantitatives et se plonger dans la grande complexité des enquêtes qualitatives comparées.